

**L'hon. John C. Crosbie (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, j'ai davantage confiance dans l'édition canadienne que le député. Mon voisin de banquette a déjà annoncé un programme destiné à aider ce secteur. Pour ce qui est des taux d'intérêt, toutes les entreprises en pâtissent. Nous espérons que la situation s'améliorera dès que nos programmes commenceront à produire un effet sur l'économie. Je puis garantir au député que le gouvernement partage ses soucis et ses inquiétudes, mais nous sommes plus optimistes que lui en ce qui concerne l'avenir de ce secteur.

#### LE FINANCEMENT DES TROUPES DE THÉÂTRE

**M. Mark Rose (Mission-Port Moody):** Monsieur l'Orateur, je vais transmettre aux éditeurs l'expression de sympathie du ministre et leur assurer que le gouvernement a la situation bien en main. J'ai une question supplémentaire à poser au secrétaire d'État. Des porte-parole officiels du Festival de Stratford se sont-ils plaints auprès de lui des inégalités dans le partage des fonds, et le ministre entend-il remettre en question le budget de 10 millions de dollars du Centre national des arts d'Ottawa, de façon à mieux aider les troupes de théâtre canadiennes de moindre envergure, en particulier celle de Stratford?

**L'hon. David MacDonald (secrétaire d'État et ministre des Communications):** Monsieur l'Orateur, le ministre d'État chargé des Relations fédérales-provinciales m'a maintes fois saisi du problème de la troupe de théâtre de Stratford qui revêt une très grande importance pour tout le Canada. J'ai eu des entretiens avec des représentants de l'Association professionnelle des théâtres du Canada dans l'espoir d'élaborer une politique à long terme qui conviendrait aux théâtres professionnels de tout le Canada. Je pense que nous avons déjà réalisé de grands progrès.

\* \* \*

#### LES COMMUNICATIONS

##### LA NOUVELLE MÉTHODE DE FACTURATION ENVISAGÉE PAR BELL CANADA

**M. Bill Domm (Peterborough):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Des discussions que j'ai eues avec des représentants de Bell Canada et du CRTC m'incitent à penser que la société Bell procédera fort probablement à une étude afin de trouver de nouveaux moyens de soutenir de l'argent aux consommateurs canadiens. Je m'inquiète de ce que...

**M. l'Orateur:** Le député voudrait-il poser sa question?

**M. Domm:** Ma question est la suivante: le ministre voudrait-il se servir de l'autorité que lui confère son poste pour s'assurer que cette nouvelle étude n'est pas un truc qu'utilise Bell Canada pour augmenter ses tarifs?

#### Questions orales

**L'hon. David MacDonald (secrétaire d'État et ministre des Communications):** Monsieur l'Orateur, le projet de Bell Canada d'avoir recours à une méthode de facturation différente fait l'objet de controverse car les tarifs imposés aux abonnés pourraient s'en trouver fortement augmentés. Même s'il n'y a pas encore eu de décision définitive concernant ce projet mis de l'avant par la Bell il y a deux mois, je vais me renseigner auprès du CRTC pour m'assurer que l'on n'a pas donné le feu vert à cette initiative qui déboucherait en fait sur une décision préjudiciable à l'intérêt du public.

\* \* \*

● (1440)

[Français]

#### L'IMMIGRATION

##### LE PROGRAMME D'AIDE AUX RÉFUGIÉS VIETNAMIENS—LE PRÉSUMÉ RETRAIT DU GOUVERNEMENT—LES CONSULTATIONS AVEC LES MINISTRES PROVINCIAUX

**M. Bob Kaplan (York-Centre):** Monsieur l'Orateur, vu l'absence du ministre de l'Emploi et de l'Immigration, je poserai ma question à son suppléant.

Il s'agit du programme des réfugiés vietnamiens. Quand le ministre de l'Emploi et de l'Immigration comparait devant le comité la semaine dernière pour annoncer son retrait du programme des réfugiés vietnamiens, il a dit qu'il avait consulté ses homologues provinciaux, y compris M. Couture, le ministre de l'Immigration du Québec, et qu'il avait leur appui. Or, M. Couture nie l'existence de ces consultations et dit qu'il est contre le retrait du gouvernement du programme. Alors M. Couture ment-il à ce sujet? Est-ce que le ministre serait prêt à accepter ses conseils et à restaurer le programme comme auparavant?

[Traduction]

**L'hon. Lincoln M. Alexander (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, je remercie le député de cette très importante question. Je pense que les préoccupations de M. Couture ont porté sur ce que nous n'aurions pas accueilli 10,000 réfugiés, comme cela aurait été convenu entre toutes les parties en cause. En ce qui concerne la véracité des déclarations, je dois m'en remettre au ministre de l'Emploi et de l'Immigration, lequel a déclaré qu'il avait procédé à des consultations et que les provinces étaient d'accord sur son plan, compte tenu de ce qu'il y a un nombre total de 50,000.

Le député sait qu'un communiqué récent, en date du 6 décembre, accorde maintenant une place plus grande au secteur privé afin de dégager des crédits pour ceux qui souffrent au Cambodge et qui d'ailleurs entrent toujours dans la catégorie des réfugiés. En d'autres termes, nous avons un plafond de 50,000 mais nous occupons des Kampuchéens comme des autres réfugiés.